

Première grosse délivrée à monsieur LAMISSI Robert fidèle ce lundi 29 mai 2017

N°14/CA du Répertoire

N° 2011-010/CA1 du Greffe

Arrêt du 27 mars 2015

AFFAIRE :

LAMISSI ROBERT FIDELE

C/

**DIRECTEUR GENERAL DE LA
POLICE NATIONALE (DGPN)**

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance valant mémoire ampliatif en date à Cotonou du 25 janvier 2011, enregistrée le 26 janvier 2011 au greffe de la Cour suprême, sous le n° 85/GCS, par laquelle monsieur LAMISSI Robert Fidèle, Inspecteur de Police de 2^{ème} classe, domicilié à Godomey, Maison LAMISSI, 07 BP 692 COTONOU, Tél : 97 40 41 11, a saisi la Cour suprême d'un recours en annulation contre le Message Porté n°113/MISP/DGPN/DAP/SPRH/SA du 14 septembre 2010 ayant pour objet la levée de la mesure d'arrêt de rigueur qui lui a été infligée le 13 août 2010 et la Note de Service n° 075/MISP/DGPN/DAP/SPRH/SA du 04 octobre 2010 le mutant au Service des Etudes, de la Réglementation et de la Coopération Technique (SERCT) ;

Vu la lettre du 10 février 2011, enregistrée au greffe de la Cour le 03 mars 2011, sous le n°184/GCS, par laquelle le requérant a sollicité du Président de la Cour suprême, une abréviation de délai ;

Vu l'Ordonnance n° 2011-013/PCS/CAB du 07 mars 2011 portant abréviation de délai de procédure, notifiée aux parties par lettres n° 450/GCS et 451/GCS du 10 mars 2011 ;

Enregistré à Cotonou le 29/05/12
No 34 Case 3726
Reçu Grátis
l'Inspecteur de l'Enregistrement



CODO TOAFODE A. Lauretta F.

L. n° 1500/GCS et 1501/GCS du 29/05/2017

DGPN
LAMISSI
Robert Fidèle

2

Vu la lettre n°0451/GCS du 10 mars 2011, par laquelle la requête introductive d'instance valant mémoire ampliatif et les pièces y annexées ont été communiquées, pour ses observations, à Monsieur le Directeur Général de la Police Nationale (DGPN) et les lettres n°0689/GCS et n°0833/GCS des 13 avril et 12 mai 2011, par lesquelles des mises en demeure lui ont été adressées ;

Vu la lettre n° 950/MISP/DGPN/SERCT/SP-C du 30 juin 2011, enregistrée au greffe de la Cour, le 04 juillet 2011, sous le n° 543/GCS, par laquelle le Directeur Général de la Police Nationale (DGPN) a fait parvenir à la Cour ses observations et la lettre n°1530/GCS du 22 août 2011, par laquelle lesdites observations ont été communiquées au requérant pour sa réplique éventuelle ;


Vu la lettre du 29 août 2011, enregistrée le 31 août 2011, sous le n° 732/GCS, par laquelle le requérant a transmis à la Cour un mémoire en réplique ;

Vu le reçu n° 4064 du 04 mars 2011, constatant le paiement de la consignation légale ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu la Loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la Loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu les pièces du dossier ; 

Ouï le conseiller **Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI** en son rapport ;

Ouï l'avocat général **Héloïse B. HESSOUH** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EN LA FORME :

Sur le moyen de l'Administration tiré de l'irrecevabilité du recours pour excès de pouvoir dirigé contre le Message Porté n° 113/MISP/DGPN/DAP/SPRH/SA du 14 septembre 2010



Considérant que dans son mémoire en défense, le Directeur général de la Police Nationale conclut à l'irrecevabilité du recours en annulation pour excès de pouvoir dirigé contre le Message Porté n° 113/MISP/DGPN/DAP/SPRH/SA du 14 septembre 2010 relatif à la levée de la mesure d'arrêt de rigueur, en ce qu'il est un document administratif de communication interne et, de par sa nature et sa finalité, ne fait pas grief au requérant ;

Considérant que pour être recevable le recours pour excès de pouvoir doit être dirigé contre un acte faisant grief et de nature à léser l'intérêt du requérant ;

Que tel n'est manifestement pas le cas, s'agissant du Message Porté n° 113/MISP/DGPN/DAP/SPRH/SA du 14 septembre 2010 par lequel a été plutôt levée la mesure d'arrêt de rigueur infligée au requérant ;

Qu'il échet par conséquent de déclarer irrecevable, pour défaut d'intérêt, le recours introduit par monsieur LAMISSI Robert Fidèle, en tant que dirigé contre ce Message Porté ;

Considérant cependant que dans le recours gracieux dont il avait saisi le DGPN le 02 novembre 2010, le requérant a expressément sollicité « l'annulation de la punition de quarante cinq (45) jours d'arrêt de rigueur exécutée du 13 août au 26 septembre 2010 » ;

Qu'en objet de son recours contentieux, il mentionne aussi bien le Message Porté n° 113/MISP/DGPN/DAP/SPRH/SA du 14 septembre 2010 que la Note de Service

[Handwritten signature]

n°075/MISP/DGPN/DAP/SPRH/SA du 04 octobre 2010 le mutant au SERCT ;

Qu'en outre, bien qu'ayant visé ces deux actes exclusivement, le requérant n'en conclut pas moins dans ce recours, à « l'annulation pour excès de pouvoir des sanctions prises par le Directeur Général de la Police Nationale » contre sa personne ;

Qu'il s'ensuit que ledit recours concerne également la mesure d'arrêt de rigueur qui lui a été infligée le 13 août 2010 ;

Considérant que le recours ainsi formé par le requérant contre la décision d'arrêt de rigueur et la Note de Service n° 075/MISP/DGPN/DAP/SPRH/SA du 04 octobre 2010 est recevable, pour être intervenu dans les conditions de forme et de délai requises par la loi.

AU FOND

Considérant qu'à l'appui de son recours, le requérant invoque trois (03) moyens, à savoir :

-l'irrecevabilité du mémoire en réplique produit par le DGPN, en ce que d'une part, il ne concerne pas le recours sous examen, d'autre part, il est intervenu, en tout état de cause, après l'expiration du délai imparti pour sa production et tombe, dès lors, sous le coup de l'article 33 de la Loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême qui fait obligation à la haute Juridiction de constater, dans le cas d'espèce, que l'administration de la police nationale est forclosée et « est réputée avoir acquiescé aux faits exposés dans la requête » ;

-la violation des droits de la défense, en ce que les sanctions querellées lui ont été infligées, sans qu'il ne lui ait été donné la possibilité de s'expliquer d'abord sur les faits qui lui étaient reprochés ;

-le caractère arbitraire des sanctions, en ce qu'elles violent, d'une part, les articles 10 et 11 de la Loi n°93-010 du 20 août 1997 portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale qui prévoient que les obligations d'un fonctionnaire de police ne cessent pas après les heures normales de travail et que celui-ci ne peut répondre que des tâches qui lui sont confiées, en ce sens qu'il lui était reproché d'avoir participé à une enquête, alors qu'il était de repos et sans ordre de mission de ses



supérieurs hiérarchiques et omis de faire rédiger un procès-verbal de perquisition régulier dans une procédure dirigée par un autre Officier de Police Judiciaire (OPJ) et dans laquelle il n'avait lui-même que la qualité d'OPJ-assistant, d'autre part la règle du non cumul de sanction.

Sur la deuxième branche du troisième moyen du requérant pris en la violation de la règle du non cumul des sanctions, en ce que pour les mêmes faits, le DGPN lui a infligé deux (02) sanctions distinctes à savoir l'arrêt de rigueur et la mutation d'office, sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens

Considérant que le droit commun des sanctions administratives est fondé sur la règle du non cumul des sanctions ;

Que cette règle fait obstacle à ce qu'un même fait puisse donner lieu à plusieurs sanctions disciplinaires, sauf dispositions légales contraires ;

Considérant qu'il est reproché au requérant d'avoir donné sa caution pour un détournement de fonds découverts lors d'une perquisition à laquelle il avait pris part le 26 juillet 2010 en tant qu'OPJ-assistant, dans le cadre d'une enquête pour vol de numéraires ;

Que pour ces faits, le DGPN a prononcé contre l'intéressé, le 13 août 2010, une mesure d'arrêt de rigueur de quarante cinq (45) jours, conformément au quantum fixé par la Note de Service n° 753/DGPN/DAP du 22 août 1991 portant tableau des punitions pouvant être infligées par les différentes autorités hiérarchiques ;

Que pour les mêmes faits, le requérant a ensuite été l'objet d'un déplacement d'office au Service des Etudes, de la Réglementation et de la Coopération Technique (SERCT), par Note de Service n° 75/MISP/DGPN/DAP/SPRH/SA-C du 04 octobre 2010 ;

Considérant que selon l'article 62 de la Loi n°93-010 du 20 août 1997, le déplacement d'office est une sanction, distincte de l'arrêt de rigueur ;

Que, dès lors, le déplacement d'office prononcé contre le requérant par Note de Service n° 75/MISP/DGPN/DAP/SPRH/SA-C du 04 octobre 2010, pour la même faute ayant



Handwritten signature and initials in blue ink.

précédemment motivé sa mise aux arrêts de rigueur, viole la règle du non cumul de sanctions ;

Que cette Note de Service doit être, par conséquent, annulée.

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Est recevable, le recours en annulation pour excès de pouvoir introduit par LAMISSI Robert Fidèle le 26 janvier 2011 contre les décisions du Directeur Général de la Police Nationale ayant prononcé à son encontre respectivement une sanction d'arrêt de rigueur le 13 août 2010 et un déplacement d'office le 04 octobre 2010, par Note de Service n° 75/MISP/DGPN/DAP/SPRH/SA-C.

Article 2 : Est annulée, pour violation de la loi, la Note de Service n° 75/MISP/DGPN/DAP/SPRH/SA-C en date du 04 octobre 2010, portant déplacement d'office du requérant.

Article 3 : Est rejeté le reste des demandes du requérant.

Article 4 : Les dépens sont à la charge du Trésor Public.

Article 5 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI, conseiller à la chambre administrative,

PRESIDENT ;

Tranquillin KINDJI

Et

Etienne S. AHOANKA

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du vendredi vingt sept mars deux mille quinze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Héloïse B. HESSOUH, Avocat Général,



MINISTERE PUBLIC ;

Dénis TOGODO,

GREFFIER ;



Et ont signé

Le Président-Rapporteur,

Le Greffier,

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI

Dénis TOGODO

